

"Un débat franco-français"

LE MONDE | 21.02.09 | 09h39

Vous êtes enseignant-chercheur au Groupe d'économie mondiale de Sciences Po, spécialiste des politiques agricoles. Le débat qui anime l'agriculture sur le rééquilibrage de la distribution des aides européennes est-il particulier à la France ?

Oui, la réorientation des soutiens est un débat plutôt franco-français, car lors de la dernière réforme de la politique agricole commune (PAC), en 2003, la France a fait des choix qui minimisaient des avancées possibles, et a gardé au maximum tous les outils du passé. Elle s'est notamment opposée au transfert entre agriculteurs des nouvelles aides alors créées, les droits à paiement unique (DPU), et surtout s'est basée, pour calculer les soutiens individuels, sur des moyennes historiques, figeant ainsi les aides.

Certains Etats membres, comme l'Allemagne, ont donc une longueur d'avance. Comme ils se sont déjà attelés à l'évolution des soutiens à leur agriculture, ils réfléchissent dès à présent à la PAC de l'après-2013, date de sa prochaine réforme.

N'oublions pas qu'on corrige en France un mode de distribution qui, au moment où il avait été décidé, était légitime, mais dont l'objectif ne correspond plus à nos besoins. Cette reconnaissance des déséquilibres prouve qu'il ne faut pas voir la PAC comme un mastodonte qui n'évolue pas, car sa progression a été permanente.

Mais aujourd'hui, c'est le marché qui doit guider l'orientation productiviste, et non plus les politiques publiques.

Propos recueillis par Laetitia Clavreul

© LE MONDE